

Les inondations au Québec : un enjeu qui mérite des réponses politiques

À l'approche des élections générales québécoises du 5 octobre 2026, le comité étudiant du Réseau Inondations Intersectoriel du Québec (RIISQ) a souhaité contribuer au débat public sur un enjeu qui touche déjà de nombreux territoires québécois : les inondations et l'adaptation aux risques qui y sont associés.

Au cours de la campagne électorale, nous avons transmis aux principaux partis politiques neuf questions ouvertes portant sur leur vision et leurs priorités en matière de prévention et de gestion des inondations. Notre questionnaire abordait notamment les causes des inondations, la prévention, l'adaptation et l'aménagement du territoire face aux inondations récurrentes, le financement, le partage des responsabilités entre les différents paliers de gouvernement, la participation citoyenne ainsi que la protection des populations les plus vulnérables.

Nos objectifs sont simples : remettre les enjeux liés aux inondations à l'agenda politique, alors qu'ils demeurent peu présents dans cette campagne, et permettre à la population québécoise de mieux connaître les orientations des différentes formations politiques sur cet enjeu.

Deux partis ont répondu à notre sollicitation : Québec solidaire et le Parti libéral du Québec. **Québec solidaire** a répondu à l'ensemble de notre questionnaire. Le parti présente les inondations répétées comme une réalité amplifiée par les changements climatiques et un aménagement du territoire inadapté. Parmi les mesures mises de l'avant figurent la révision des cartes des zones inondables, un soutien financier accru aux municipalités et aux chantiers régionaux d'adaptation, ainsi qu'un réaménagement des territoires exposés en fonction des réalités locales. Dans sa réponse, Québec solidaire affirme vouloir accorder une plus grande place à la prévention et à l'adaptation et souligne l'importance de la participation citoyenne et de l'évaluation de l'acceptabilité sociale des projets. La réponse mentionne aussi la nécessité de tenir compte des besoins des populations vulnérables et de maintenir une aide financière accessible et équitable.

Le Parti libéral du Québec a pour sa part transmis une réponse générale portant plus largement sur l'adaptation aux changements climatiques et la résilience des communautés, et n'a pas répondu aux questions spécifiques sur les cartes inondables ou le financement dédié. Le parti affirme vouloir augmenter le soutien aux municipalités, notamment en faisant passer de 4,4 % à 8 % la part des infrastructures municipales dans le Plan québécois des infrastructures (PQI) au cours d'un premier mandat.

Et les autres partis?

Malgré notre démarche, **nous n'avons reçu aucune réponse** du Parti conservateur du Québec, de la Coalition Avenir Québec, du Parti vert du Québec, du Parti québécois, du Parti canadien du Québec ni du Parti marxiste-léniniste du Québec. Les partis disposaient

d'une semaine pour répondre à notre questionnaire, et ce, afin de laisser suffisamment de temps aux électeurs pour prendre connaissance de leur positionnement avant les journées de vote par anticipation.

Faire des inondations un enjeu prioritaire

Cette absence de réponse est préoccupante. Les décisions prises aujourd'hui en matière de prévention et de gestion des inondations auront des répercussions durables sur la sécurité, la qualité de vie et la résilience des communautés québécoises. Elles influenceront non seulement les populations actuelles, mais aussi les générations futures, soulevant d'importants enjeux de justice intergénérationnelle en matière de protection du territoire, des infrastructures, des milieux naturels et du bien-être collectif. D'ailleurs, dans un communiqué publié le 8 septembre 2026, le Collectif de scientifiques pour l'action environnementale du Québec rappelait que « protéger l'environnement, limiter le réchauffement du climat et s'adapter aux impacts qui en découlent est une question de justice sociale ». Tout comme Le Collectif, nous appelons les partis politiques à faire en sorte que les enjeux environnementaux occupent une place importante dans l'agenda électoral et gouvernemental. Face à la multiplication et à l'évolution de ces risques, les choix politiques qui seront faits au cours des prochaines années auront des répercussions importantes sur la capacité du Québec à prévenir, à gérer et à s'adapter aux inondations.

Les inondations sont déjà une réalité pour plusieurs communautés québécoises. Elles méritent des réponses politiques claires, des engagements réfléchis et une place réelle dans le débat électoral.

Le comité étudiant du Réseau Inondations Intersectoriel du Québec
Ariane Hamel
Fatma Özdoğan
Pascale Chagnon
Joanie Turmel
Fécu Métellus
Jonas Tchassem Pinlap